



Pacte international relatif aux droits civils et politiques

Distr. générale
26 juin 2008
Français
Original : anglais

Comité des droits de l'homme Quatre-vingt-douzième session

Compte rendu analytique de la 2533^e séance

Tenue au Siège, à New York, le mercredi 2 avril 2008, à 11 heures

Président : M. Rivas Posada

puis : M. Khalil

Sommaire

Suivi des observations finales sur les rapports des États et des constatations adoptées au titre du Protocole facultatif

Rapport intérimaire du Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales

Rapport intérimaire du Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également portées sur un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques de la présente session seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la clôture de la session.

08-29542 (F)



La séance est ouverte à 11 h 15.

Suivi des observations finales sur les rapports des États et des constatations adoptées au titre du Protocole facultatif

Rapport intérimaire du Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales

1. **Sir Nigel Rodley** (Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales) présente une mise à jour de la version anglaise de son dernier rapport (CCPR/C/92/R.1), qui fait apparaître les modifications apportées au vu des événements survenus depuis sa parution. Il s'est entretenu avec les représentants de la République centrafricaine, du Mali, de la Namibie, de Sri Lanka et du Suriname et doit bientôt rencontrer ceux de la République démocratique du Congo. Il n'a malheureusement pas pu rencontrer les représentants de la Gambie et de la Namibie, qui n'y ont pas mis du leur.

2. Le rôle du Rapporteur spécial est d'appeler les États parties à fournir rapidement des informations sur les points soulevés par le Comité dans ses observations finales. Toutefois, cette démarche est vaine lorsque les demandes d'informations se succèdent d'année en année et que l'État partie doit soumettre le rapport périodique suivant ou qu'il tarde à le faire. Dans ces cas, il faut encourager l'État partie à présenter un rapport plutôt qu'à répondre aux questions paragraphe par paragraphe. Néanmoins, à défaut de rapport, une réponse paragraphe par paragraphe vaut toujours mieux que rien.

3. Le Rapporteur espère que la nouvelle version de son rapport sera plus lisible une fois remise en forme. S'agissant des observations finales en attente de réponses, il recommande de ne pas relancer Moldova et l'Ouzbékistan étant donné qu'ils ont soumis leur rapport périodique.

4. **M^{me} Chanet** propose de consacrer une page du rapport à chaque État partie pour en améliorer la lisibilité. Comme l'a suggéré Sir Rodley, le Comité devrait songer, à terme, à revoir ses méthodes de travail concernant la procédure de suivi. Toutes les observations finales concernant un État partie doivent bénéficier de la même attention. Il arrive souvent que la procédure de suivi soit compliquée par le fait que les États parties ont du mal à se mettre en rapport avec les administrations habilitées à répondre à des questions précises portant sur certains problèmes.

5. **M. Amor** convient que le Comité doit revoir ses méthodes de travail. En isolant des paragraphes dans les observations finales, on donne la priorité à certains points au détriment d'autres. Il importe donc que le suivi porte sur l'ensemble des observations finales.

6. **M. Lallah** dit que le Comité a été mal inspiré de chercher à établir des priorités entre les observations finales, pensant ainsi alléger la tâche que constitue pour les pays la communication de rapports et les aider à élaborer des rapports plus ciblés. Il se félicite donc de la proposition de revoir les méthodes de travail. Le principal objectif du Comité étant de veiller au respect de tous les droits couverts par le Pacte, les questions pourraient être présentées sous des titres clairs, afin d'encourager les États parties à rendre des rapports détaillés en temps et en heure.

7. **M. O'Flaherty** considère que le Comité doit définir des priorités. De même que certaines questions méritent plus ou moins d'attention, certaines observations finales ont plus ou moins d'importance. Il y a de nombreuses manières de signaler des priorités. Par exemple, la formulation permet de traduire différents degrés d'intérêt, mais il vaut mieux éviter des expressions telles que « extrêmement préoccupé », qui sont souvent subjectives. Ses méthodes de travail actuelles n'étant pas satisfaisantes, le Comité devrait en envisager d'autres, comme, par exemple, présenter ses observations finales en fonction de l'importance qu'il accorde aux différentes questions, plutôt qu'en suivant l'ordre des articles du Pacte. Néanmoins, toute décision sur le sujet ne devra être prise que lorsque le Comité se penchera sur ses méthodes de travail.

8. **Le Président** invite le Comité à traiter cette question en priorité lorsqu'il passera à l'examen de ses méthodes de travail.

9. **M. Shearer** ne comprend pas bien si le rapport de Moldova vaut deuxième et troisième rapports périodiques, comme ce pays l'a demandé, ou si le troisième rapport périodique tarde à être soumis.

10. **Sir Nigel Rodley** considère que Moldova est à jour dans ses rapports, qu'il appelle celui qu'il vient de soumettre deuxième rapport périodique ou rapport unique valant deuxième et troisième rapports périodiques. Dans ses recommandations, le Comité devra toutefois veiller à reprendre l'appellation utilisée par l'État partie.

11. Abordant le cas de la Gambie, le Rapporteur souligne l'exceptionnelle sévérité des termes employés par le Comité dans ses recommandations. Ce pays n'avait pas envoyé de représentant s'entretenir avec le Comité lorsque celui-ci a examiné la situation en l'absence de rapport. Tous les efforts déployés par la suite pour tenter d'amener la Gambie à soumettre un rapport ou à répondre aux demandes de consultation, y compris pendant la session en cours, ont été vains. Étant donné qu'il a une mission permanente à New York, l'État partie a manqué une occasion de coopérer avec le Comité. Il convient donc de l'informer que le Comité entend dénoncer un manquement à son obligation de coopérer en application de la quatrième partie du Pacte.

12. **M. Shearer** rappelle qu'en 2002 le Comité avait compté qu'une délégation de la Gambie se rendrait à Genève pour l'examen, en l'absence de rapport, de la situation dans le pays et que l'État partie avait d'abord annoncé que sa délégation était retardée, puis avait fini par annuler la visite. Il appuiera la recommandation proposée, car il s'agit d'un cas exceptionnel de refus de coopérer avec le Comité. De plus, si la recommandation est publiée dans le rapport annuel du Comité, il faudra en informer l'État partie à l'avance, en lui précisant que c'est la première fois que le Comité s'exprime en ces termes et dénonce dans son rapport annuel le manquement d'un État partie à coopérer avec lui.

13. **M. Lallah** demande s'il faut que le Comité précise à quels articles du Pacte il se réfère, dans la mesure où la quatrième partie en contient beaucoup.

14. **Sir Nigel Rodley** répond que la recommandation se rapporte à l'article 40. Toutefois, elle risque d'avoir moins d'effet si le Comité dénonce la violation de cette seule disposition plutôt que de l'ensemble de la quatrième partie, qui porte création du Comité et présente ses fonctions.

15. **M. Amor** s'associe aux propositions de Sir Rodley et de M. Shearer. Notant toutefois que les rapports annuels du Comité ne sont guère lus, il suggère de faire paraître un communiqué de presse si l'État partie persiste dans son refus de se conformer à ses obligations.

16. **M. Iwasawa** et **M. Bhagwati** considèrent qu'il faut rappeler à l'État partie qu'il importe de répondre au Comité avant la tenue de sa quatre-vingt-treizième session.

17. **M. O'Flaherty** souscrit aux propositions de Sir Nigel Rodley et de M. Amor.

18. Compte tenu du refus flagrant de la Gambie de coopérer avec le Comité, un communiqué de presse semble à **M^{me} Wedgwood** une réponse appropriée.

19. **M. Lallah** dit que le Comité doit d'abord prévenir l'État partie qu'il envisage de publier un communiqué de presse. S'agissant de la recommandation, il préconise de dire que l'État partie « ne se conforme pas à son obligation de coopérer avec le Comité dans l'exercice des fonctions prévues de la quatrième partie du Pacte » plutôt que de dire simplement « ne se conforme pas à son obligation de coopérer avec le Comité en application de la quatrième partie du Pacte ».

20. *M. Khalil (Vice-Président) prend la présidence.*

21. **Sir Nigel Rodley** souscrit à la proposition de M. Lallah de modifier la formulation de la recommandation. En ce qui concerne le communiqué de presse, il préconise de prévenir l'État partie de manière informelle, tout en lui laissant une nouvelle chance de répondre avant la quatre-vingt-treizième session. Le Comité ne doit pas donner l'impression qu'il prend ses fonctions plus au sérieux que la situation des droits de l'homme sur le terrain.

22. **Le Président** considère que le Comité convient de réexaminer la question du communiqué de presse à une date ultérieure, si nécessaire.

23. Passant aux observations finales concernant le Mali, **Sir Nigel Rodley** signale que d'autres recommandations sont proposées dans le document à l'examen. Toutefois, des consultations ayant eu lieu avec l'État partie au cours de la session en cours, il suggère de se contenter de formuler un rappel à son intention. La même recommandation pourrait s'appliquer à Sri Lanka, même s'il n'en fait pas mention dans son rapport.

24. Pour la Guinée équatoriale, Sir Rodley a envisagé de formuler sa recommandation dans les mêmes termes que pour la Gambie, mais au cours d'une réunion avec l'État partie, en octobre 2007, celui-ci s'était engagé à soumettre un rapport avant le 31 décembre de la même année. Comme il ne l'a pas encore fait, le Comité lui adressera un rappel.

25. **M^{me} Majodina** se dit particulièrement préoccupée par la situation des droits de l'homme en

Guinée équatoriale : plusieurs missionnaires sud-africains ont été arrêtés et la peine de mort est encore en vigueur. Elle se félicite de la possibilité offerte au Comité d'examiner la situation de pays dont il n'a pas reçu de rapport, et se demande si cette solution pourrait de nouveau être envisagée pour cet État partie.

26. **Sir Nigel Rodley** dit que l'article 70 du Règlement intérieur prévoit effectivement cette possibilité, à laquelle le Comité a eu recours pour la Guinée équatoriale en octobre 2003. Étant donné qu'il doit encore recevoir une réponse de l'État partie, le Comité pourra préférer attendre avant de décider de se réunir une nouvelle fois en vertu de ces dispositions du Règlement. Il ne faut pas oublier qu'il a énormément de retard dans l'examen des situations dans les pays qui n'ont pas présenté de rapport.

27. **M. Lallah** se demande si le secrétariat du Comité pourrait, comme pour la Gambie, prendre contact avec la Guinée équatoriale de manière informelle.

28. Dans la mesure où l'État partie n'a pas encore présenté de rapport initial, bien qu'il ait envoyé une délégation à la séance d'octobre 2003, **Sir Nigel Rodley** propose d'informer la Guinée équatoriale qu'elle risque de manquer à son obligation de coopérer avec le Comité si elle ne lui présente pas un rapport avant sa quatre-vingt-treizième session.

29. Pour ce qui est du Yémen, du Brésil et du Paraguay, il ne faut pas, contrairement à ce qu'indique le rapport, examiner l'état des réponses sur la suite donnée aux observations finales, mais leur adresser un rappel afin qu'ils communiquent ces réponses au Comité avant la tenue de sa quatre-vingt-treizième session.

30. Pour ce qui est de la République démocratique du Congo, puisque des consultations sont prévues le jour suivant, la recommandation devrait consister à en rapporter les conclusions au Comité à sa quatre-vingt-treizième session.

31. **M. O'Flaherty** se demande si une suite a été donnée à la proposition tendant à organiser une réunion de suivi sur la question du Kosovo avec les représentants concernés à New York.

32. **Sir Nigel Rodley** répond que la demande en a été faite et qu'une communication a été reçue à ce sujet de la Mission des Nations Unies au Kosovo, mais qu'il n'a malheureusement pas pu l'examiner à temps pour la présente session.

33. Les recommandations qui figurent dans le rapport intérimaire du Rapporteur spécial chargé du suivi des observations finales, telles que modifiées, sont approuvées.

La séance est suspendue à 12 h 30; elle est reprise à 12 h 35.

Rapport intérimaire du Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations (CCPR/C/92/R.5)

34. **M. Shearer** (Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations) présente son rapport intérimaire (CCPR/C/92/R.5), qui rassemble les informations reçues depuis la quatre-vingt-douzième session du Comité.

35. Dans l'affaire *Medjnoue c. Algérie* (communication n° 1297/2004), M. Shearer indique que l'auteur a en fait mis un terme à sa grève de la faim après avoir reçu la visite du Procureur général, mais qu'il attend encore qu'une date soit fixée pour son audience.

36. Dans l'affaire *Sankara et al. c. Burkina Faso* (communication n° 1159/2003), il propose au Comité de constater que le recours offert par l'État partie est satisfaisant et de cesser d'examiner la question dans le cadre de la procédure de suivi.

37. Se référant à l'affaire *Gorji-Ginka Fongum c. Cameroun* (communication n° 1134/2002), **M^{me} Chanet** dit que la deuxième phrase de la section relative à la réponse de l'auteur est déplacée et suggère de la supprimer.

38. **M. Shearer** est d'accord avec **M^{me} Chanet** pour effectuer cette modification.

39. Passant à l'examen de l'affaire *C. c. Colombie* (communication n° 1361/2005), M. Shearer suggère de remplacer par souci de clarté, dans la version anglaise, « resent » par « re-sent » dans la dernière phrase du premier paragraphe de la section relative à la réponse de l'État partie.

40. Se référant à l'affaire *K.N.L.H. c. Pérou* (communication n° 1153/2003), **M. O'Flaherty** dit qu'il faut considérer comme une réponse suffisante le fait que l'État partie ait traité la plainte de l'auteur et lui ait versé des dommages-intérêts. La politique du Comité, dans le cadre des communications, n'est pas et ne doit pas être d'exiger des réformes structurelles.

41. **M. Shearer** souscrit aux propos de M. O'Flaherty et suggère que le Comité considère que le débat est clos et qu'il n'est pas nécessaire de demander à l'État partie de prendre d'autres mesures.

42. Les recommandations qui figurent dans le rapport intérimaire du Rapporteur spécial chargé du suivi des constatations, telles que modifiées, sont approuvées.

La séance est levée à 13 h 5.